



RENNES, le 8 - JUIN 2005

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE BRETAGNE

9, rue du Clos Courtel
CS 34308
35043 RENNES Cedex
Téléphone : 02 99 27 66 66
Télécopie : 02 99 27 66 70

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

GROUPE DE SUBDIVISIONS
D'ILLE-ET-VILAINE

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société BRIDOR à SERVON-SUR-VILAINE
Modification du périmètre d'épandage

REF. : Bordereaux préfectoraux des 17 septembre 2004 et 15 février 2005

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire et ses annexes

Par transmissions visées en référence, Madame la Préfète d'Ille-et-Vilaine nous a communiqué, pour avis et rapport de synthèse, le dossier de demande déposé par la société BRIDOR relatif à l'extension du périmètre d'épandage de ses effluents, ainsi que les différents avis exprimés lors de l'instruction de ce dossier.

1. Présentation du dossier de demande

1.1 – Le demandeur – L'objet du dossier

Le dossier est présenté par la SAS BRIDOR dont le siège social est situé ZA de l'Olivet à SERVON-SUR-VILAINE.

La société BRIDOR a été autorisée par arrêté préfectoral du 7 septembre 1998 à exploiter une unité de fabrication de viennoiserie surgelée sur la commune de SERVON-SUR-VILAINE et à valoriser ses effluents par épuration agronomique.

Suite à la perte de certaines parcelles du fait de l'urbanisation et à l'intégration nécessaire de nouvelles, la société BRIDOR sollicite l'autorisation de modifier son périmètre d'épandage.

1.2 – Situation administrative

Le site de BRIDOR relève de la réglementation sur les Installations Classées au titre des rubriques suivantes, autorisées par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 1998 :

Rubrique de la nomenclature	Activité	Capacité – Caractéristiques ou volume des activités	Régime (*)
2220-1	Conservation de produits alimentaires d'origine végétale par surgélation	95 t/j en moyenne de produits finis 120 t/j au maximum de produits finis 26 600 t/an	A
2221-1	Préparation ou conservation de produits d'origine animale	2,5 t/j au maximum	A
2230	Réception stockage transformation de produits issus du lait	29 t de beurre/j soit 490 000 litres équivalent lait	A
2920-a	Installation de réfrigération ou compression à l'ammoniac	1 320 kW	A
1136-3	Emploi ou stockage d'ammoniac	10 t	A
1530	Stockage de cartons ou matériaux analogues	1 800 m ³	D
2920-b	Réfrigération ou compression de fluide non toxique (air)	80 kW	D
2925	Charge d'accumulateurs	42 kW	D

(*) A = Autorisation

D = Déclaration

Ces activités, déjà réglementées dans l'arrêté préfectoral susvisé, ne sont pas remises en cause par la présente demande qui porte uniquement sur l'actualisation du périmètre d'épandage.

1.3 – Caractéristiques du projet

La production du site de SERVON-SUR-VILAINE a porté sur 22 000 tonnes en 2003 et devrait être de 24 300 tonnes en 2004 et 26 600 tonnes en 2005.

Le ratio de rejet s'établit actuellement à 0,5 m³ d'effluent par tonne de produit, soit un volume épandu en 2003 d'un peu moins de 11 000 m³.

Afin de conserver une marge de sécurité, la société BRIDOR a actualisé son périmètre d'épandage en retenant un volume annuel d'effluents de 15 000 m³.

.../...

L'étude relative à l'épuration agronomique a permis d'estimer le flux futur à épurer :

Volume (m ³ /an)	N (kg/an)	P ₂ O ₅ (kg/an)	K ₂ O (kg/an)	CaO (kg/an)	MgO (kg/an)
15 000	1 193	354	1 043	1 892	390

Elle a également permis d'établir un périmètre d'épandage de 39 ha correspondant à deux exploitations agricoles, dont 30,9 ha ont été reconnus aptes à l'épandage :

	Surface	Aptitude 2	Aptitude 1	Aptitude 0	Exclusions
GAEC de la Croix	8,4	7,1	0,3	-	1,1
RENOUX Christophe	30,8	22,2	1,3	2,5	4,7
Total en ha	39,2	29,3	1,6	2,5	5,8

Rappel :

- Aptitude 2 Epandage possible toute l'année aux doses agronomiques
- Aptitude 1 Epandage possible aux périodes de déficit hydrique, aux doses agronomiques
- Aptitude 0 Epandage exclu

La capacité maximale du périmètre d'épandage est de 20 200 m³ et correspondrait à une activité de l'ordre de 40 400 tonnes sur la base du ratio de rejet de 2003 ; à savoir 0,5 m³/tonne de produit fabriqué.

Cependant, le demandeur sollicite également l'autorisation d'épandre sur maïs du 1^{er} juillet au 30 septembre, ce qui correspond à une période d'interdiction établie par l'arrêté du 27 décembre 2004 établissant le troisième programme d'action nitrates. Il justifie cette demande par le gain de rendement pour la culture pour un impact similaire à celui d'un épandage sur prairie.

Les calculs ont été faits en tenant compte des cultures et des élevages du périmètre et, pour chaque exploitation, un bilan de fertilisation sera établi pour le suivi agronomique.

Un bassin tampon de 600 m³ permet le stockage des effluents pendant deux semaines.

Les conventions d'épandage figurent au dossier.

1.4 – Inconvénients liés au projet et mesures compensatoires

Dans son dossier, le demandeur recense les impacts de son projet et présente les mesures compensatoires qu'il se propose de mettre en place.

.../...

1.4.1 - Site

L'épandage s'insère dans le contexte agricole local sans créer d'impact particulier sur le site, la faune, la flore, les biens ou le patrimoine culturel.

1.4.2 - Eau

Le périmètre d'épandage a été dimensionné en s'appuyant sur la réglementation en vigueur et en veillant à respecter des doses agronomiques afin de limiter les risques de pollution liés au ruissellement, aux infiltrations ou à des surfertilisations.

Le suivi agronomique doit permettre de vérifier le respect des règles établies et la mise à niveau des pratiques si nécessaire.

1.4.3 - Air

L'impact de l'épandage sur l'air porte essentiellement sur les odeurs.

Les nuisances olfactives sont limitées par la mise en œuvre des mesures suivantes :

- épandage régulier afin de limiter les durées de stockage et donc la fermentation des effluents ;
- brassage des effluents dans le bassin de stockage, vidange et nettoyage trimestriel afin d'éviter la fermentation ;
- épandage à plus de 50 m des tiers et en fonction de la direction des vents.

1.4.4 - Bruit

L'impact sonore se limite au passage de tracteurs assurant l'épandage, ce qui représente une part non significative de la circulation agricole.

1.4.5 - Santé

Une étude spécifique à l'impact sur la santé et l'hygiène publique a permis à la société BRIDOR d'identifier les principaux risques liés à l'épandage de ses effluents, à savoir les odeurs et le risque biologique.

En conclusion de cette étude, la société BRIDOR indique que l'épandage de ses effluents n'aura pas d'impact notable sur la santé des populations susceptibles d'être affectées, toutes les précautions étant prises pour réduire à la source les risques potentiels.

2. La consultation et l'enquête publique

2.1 – Avis des services de l'Etat

➤ Direction Départementale de l'Equipe

Avis favorable.

.../...

➤ Service Départemental d'Incendie et de Secours

« Le dossier présenté ne mettant pas en cause la sécurité incendie, le Service Incendie ne peut émettre d'avis circonstancié sur le projet et prend acte de la demande faite. »

➤ Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

« Le dossier présenté par la société BRIDOR à SERVON-SUR-VILAINE concerne notamment l'épuration agronomique de ses effluents.

La société sollicite une dérogation à l'arrêté préfectoral du programme d'action afin d'épandre toute l'année.

Il est notamment envisagé d'épandre sur culture de printemps après le 1^{er} juillet de l'année.

A ce titre je suis amenée à émettre un avis défavorable à ce dossier.

D'autre part, il suscite également d'autres remarques :

- *le dossier doit présenter un planning de fonction des productions agricoles ;*
- *le bilan global azote est correct mais la gestion des épandages chez M. Christophe RENOUX devra faire l'objet d'une attention rigoureuse, son bilan est à 169 UN/ha ;*
- *le dossier doit fournir le ratio en phosphore (apport-export) ;*
- *les rendements des cultures sont globalement très élevés ce qui peut influencer de façon notable l'équilibre du bilan azote. Ainsi, il conviendrait de fournir les justificatifs de ces rendements sur les années antérieures. »*

➤ Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

« Le dossier de la société BRIDOR suscite les remarques suivantes :

Dans le domaine de la protection de la ressource en eau :

La première prise d'eau sur la Vilaine se situe très en aval hors du département d'Ille-et-Vilaine.

L'entreprise est pourvue d'un stockage de capacité correspondant à deux semaines de production, ce qui ne permet pas de traverser les périodes défavorables à l'épandage. Comme il n'est pas exceptionnel que dans notre région les sols soient gorgés d'eau pendant plus de deux semaines, le risque d'écoulement d'eaux brutes vers le milieu récepteur est bien réel.

Les épandages sont réalisés chaque année sur 6 ha (tableau 1.8), soit 250 litres par m², soit encore une tranche d'eau de 25 cm. La rétention de l'eau par le sol dans ces conditions peut ne pas être totale.

La technique d'épandage est présentée pages 32 et 34, un canon à enrouleur est employé. La pression de service est de 10 bars, le dossier précise page 32 que la buse du canon ne génère pas de brouillard fin. On peut cependant s'interroger pour les parcelles les plus proches du poste de pompage.

.../...

La sécurité du réseau d'alimentation du canon d'épandage n'est pas évoquée.

Les épandages d'eaux acides sur des sols acides sont peu favorables à la protection de la ressource en eau.

Dans le domaine du traitement des eaux usées de type domestique, l'établissement est pourvu d'une installation autonome de traitement des eaux usées sanitaires qui ne sont pas concernées par les épandages.

Dans le domaine du bruit émis dans l'environnement, le seul impact peut être lié à la rotation des véhicules. On peut noter ici que les épandages sont suspendus pendant le week-end.

Dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires, le dossier ne contient pas de description socio-économique de la population exposée et les sous-groupes particuliers de la zone ne sont pas présentés. Les scénarii d'exposition des populations ne sont pas présentés.

Le recensement des agents chimiques, biologiques et physiques est réalisé. Les teneurs en micropolluants organiques et en éléments traces métalliques des eaux épandues ont été mesurées.

Le risque bactériologique pour les riverains des parcelles concernées par les épandages est écarté sur la seule argumentation que l'entreprise élabore des produits destinés à la consommation humaine. La distance d'éloignement de 50 mètres par rapport aux habitations appliquées aux épandages est déclarée suffisante pour protéger les riverains des odeurs mais son efficacité pour la protection de la santé des populations concernées n'est aucunement mesurée. Aucune analyse bactériologique sur l'effluent épandu n'a été réalisée et les paramètres de l'épandage (taille des gouttelettes, zone de diffusion des aérosols, conditions météorologiques ...) ne sont pas étudiés.

Malgré un développement sur plusieurs pages, le volet sanitaire de ce dossier est particulièrement peu fouillé. Même si le bon sens incite à croire au faible impact de l'activité étudiée sur la santé, le volet sanitaire devrait le démontrer sur des bases scientifiques et non pas sur des a priori. Le dossier ainsi rédigé ne permet pas de se forger une opinion argumentée, il affirme que les épandages des effluents de BRIDOR n'auront pas d'impact notable sur la santé des populations mais ne le démontre pas.

En conclusion même si l'activité visée laisse présager un impact limité sur la santé, compte tenu de l'ensemble des remarques formulées ci-dessus, je ne peux réserver qu'un avis défavorable au dossier en l'état. »

2.2 – Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux des communes de SERVON-SUR-VILAINE, DOMAGNE et NOYAL-SUR-VILAINE ont tous émis un avis favorable au projet.

2.3 – Avis du Conseil d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

Le projet a été présenté aux membres du CHSCT lors de la réunion du 16 décembre 2004. Ceux-ci ont émis un avis favorable quant aux options retenues et au calendrier présenté.

.../...

2.4 – L'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 29 novembre au 31 décembre 2004. Le rayon d'affichage concernait les communes de SERVON-SUR-VILAINE, DOMAGNE et NOYAL-SUR-VILAINE.

Les permanences du commissaire-enquêteur, M. Yves HERVE, ont été assurées en mairie de SERVON-SUR-VILAINE, et ont permis de recueillir trois dépositions dont une émanant de l'Association Eaux et Rivières de Bretagne.

Les observations portent sur :

- le risque sanitaire,
- les odeurs,
- les modalités d'épandage,
- les chiffres et références utilisés dans l'étude agronomique.

Le commissaire-enquêteur a sollicité auprès du pétitionnaire des compléments d'information qui lui ont été fournis par un mémoire en réponse en date du 20 janvier 2005.

Sur ces bases, le commissaire-enquêteur conclut ainsi son rapport :

« Globalement le plan d'épandage est donc suffisant pour le proche avenir.

Il présente cependant des éléments de fragilité :

- *proximité d'un grand nombre d'habitations rendant relativement complexe la gestion des épandages. S'il est possible de les éloigner des habitations pour éviter les gênes et les plaintes des riverains, un risque de « surépandage » sur les autres surfaces est alors encouru ;*
- *fortes fluctuations de la composition des effluents, comme le montre le tableau des analyses réalisées en 2004 (produit par l'industriel sur ma demande et annexé au rapport). Ex : l'azote nitrique (N-NO₃) varie de 4,9 à 35,3 mg/l, le phosphore total de 5,3 à 15,1 mg/l ;*
- *difficulté de négocier une réduction des apports extérieurs (lisiers et fumiers) reçus par les exploitations car ils procèdent de contrats d'épandage. Ceux-ci sont certes négociables ou pourraient même être remis en cause mais les agriculteurs apprécient ces apports extérieurs qui sont des fertilisants plus concentrés que les effluents de l'usine BRIDOR ;*
- *réalisation d'une partie importante des épandages sur un territoire classé en « Zone d'Excédent Structurel ». Si ceci semble « administrativement » admis, cet état de fait est cependant très discutable ;*
- *extension très difficile à l'avenir du plan d'épandage en cas de besoin : nécessité de canalisations d'amenée enterrées, projet d'une importante « zone logistique » qui obérerait une part importante des terrains avoisinants, voire même concernerait une part des surfaces affectées à ces épandages.*

.../...

Considérant l'ensemble de ces éléments,

BRIDOR j'émet un avis favorable à l'extension du plan d'épandage des effluents de la société sous réserve que l'industriel pétitionnaire s'engage :

- *à construire une station d'épuration biologique si le développement de ses fabrications le conduit à devoir rejeter plus de 15 000 m³ d'effluents par an ;*
- *à restaurer le fonctionnement du système de brassage des effluents dans le bassin de stockage avant épandage ;*
- *à interrompre les épandages du jeudi soir au lundi matin, pour le confort des riverains (sauf épandages à grandes distances des habitations environ 150 m en cas de productions d'odeurs) ;*

et en recommandant :

- *la poursuite des efforts de réduction de la teneur en azote des effluents, par diminution de l'utilisation d'acide nitrique ;*
- *la réalisation périodique d'analyses bactériologiques portant sur la recherche de germes potentiellement pathogènes. Le délai « sanitaire » entre les épandages et le retour des animaux au pâturage ou la récolte des produits végétaux, devrait figurer dans les « conventions d'utilisation d'effluents » ;*
- *d'éviter les épandages à proximité des fossés en périodes pluvieuses et de les réduire sur les parcelles drainées, en raison de la teneur en eau élevée des effluents. »*

3. Analyse des observations émises

Les remarques formulées au cours des enquêtes publique et administrative concernent principalement :

- l'évaluation des risques sanitaires,
- les modalités de l'épandage,
- la construction d'une station d'épuration.

Le pétitionnaire a fourni des éléments complémentaires en réponse aux remarques formulées par transmission en date du 28 février 2005.

Suite au maintien de son avis défavorable par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, de nouveaux éléments ont été transmis par le pétitionnaire le 15 avril 2005.

3.1 – L'évaluation des risques sanitaires

Suite aux manquements relevés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans l'évaluation des risques sanitaires opérée par le pétitionnaire dans son dossier, celui-ci a complété son étude en présentant les éléments suivants :

.../...

- description de la population concernée,
- description du risque bactériologique,
- analyse bactériologique des effluents,
- schéma conceptuel des voies d'exposition.

3.2 – Les modalités de l'épandage

a) Sécurité du réseau

L'exploitant a rappelé les informations relatives à la sécurité du réseau d'alimentation du canon d'épandage qui sont présentées dans le dossier.

La sécurité du réseau d'épandage est assurée en amont, à la station de pompage, avec un arrêt automatique des pompes en cas de chute de pression ou de débit dans le réseau. Cette sécurité permet d'arrêter automatiquement l'épandage en cas de rupture sur la canalisation enterrée ou d'éclatement sur les flexibles de surface.

Par ailleurs, compte tenu des pertes de charge dans le réseau et du diamètre de la buse utilisée à la sortie du canon d'épandage, le réseau génère un jet et une pluie de gouttelettes et non un brouillard fin.

b) Caractère acide des effluents

L'exploitant a rappelé que l'acidité de ses effluents est essentiellement due à des acides organiques liés aux matières premières traitées.

Il a indiqué que le suivi analytique n'a pas montré d'acidification des sols par ces épandages.

Il a rappelé le fort pouvoir tampon des sols et leur entretien par chaulage réalisé par les agriculteurs.

c) Eléments de calcul de l'étude agronomique – Planning prévisionnel

Le pétitionnaire a apporté une réponse détaillée à l'ensemble des observations émises par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt dans ses deux avis, reprenant les éléments techniques et de terrain qui ont concouru à l'élaboration du plan d'épandage.

d) Protection du milieu

L'exploitant a rappelé que la capacité de stockage de ses effluents correspond à environ deux semaines de production.

Il a indiqué que le risque d'écoulement d'eaux brutes vers le milieu récepteur est faible compte tenu des données statistiques météorologiques et du classement en aptitude 2 de 90 % des surfaces épandables.

Le pétitionnaire a pris note du refus de déroger au calendrier d'épandage.

.../...

Il a pris soin de vérifier que son périmètre d'épandage reste suffisant sans déroger aux périodes d'interdiction.

Consultées sur les compléments apportés par le pétitionnaire, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ont émis un avis favorable au projet par courriers respectifs des 9 mars et 19 mai 2005.

3.3 – Construction d'une station d'épuration

Le commissaire-enquêteur a émis certaines réserves à son avis favorable à la demande de BRIDOR notamment la construction d'une station d'épuration si le développement des activités de l'établissement conduisait à une production d'effluents supérieure à 15 000 m³/an.

Les moyens à mettre en œuvre pour traiter ses effluents ne peuvent être imposés réglementairement à un exploitant. Seules les conditions dans lesquelles le mode de traitement choisi doit être opéré font l'objet de prescriptions particulières comme ceci sera le cas pour l'épandage en cas d'autorisation pour le présent dossier.

Ceci étant dit, compte tenu de la pression foncière locale pesant sur le périmètre d'épandage de BRIDOR et de sa volonté de poursuivre le développement de ses activités, la société a déposé une nouvelle demande d'autorisation relative à l'augmentation de sa capacité de production et à la construction d'une station d'épuration afin d'assurer le traitement des effluents qui seront produits en conséquence à l'horizon 2008.

L'instruction de ce dossier est en cours. L'enquête publique s'est déroulée du 11 avril au 13 mai 2005.

4. Avis de l'inspection

Les éléments d'information et les propositions du pétitionnaire exposés dans le dossier soumis aux enquêtes publique et administrative, complétés au cours de l'instruction, présentent l'ensemble des dispositions techniques prises ou prévues par l'exploitant pour réduire, voire supprimer, les dangers ou inconvénients générés par l'épandage de ses effluents.

Celles-ci nous paraissent satisfaisantes pour préserver les intérêts de l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et permettent l'élaboration des prescriptions réglementaires correspondants aux activités exercées.

Par conséquent, nous émettons un avis favorable à la demande de modification du périmètre d'épandage de la société BRIDOR.

.../...

5. Conclusion

Au regard des dispositions de protection de l'Environnement prévues par l'exploitant, des observations émises lors des enquêtes publique et administrative, des réponses apportées par le demandeur aux observations émises au cours de la procédure, nous formulons la proposition suivante :

Considérant que le plan d'épandage des effluents générés par l'activité de la SAS BRIDOR, présenté dans le dossier GES n° 6377-3, diffère de celui régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 28428 susvisé ;

Considérant que le plan d'épandage susvisé vérifie l'adéquation entre la charge à traiter et la capacité d'exportation des surfaces épandables ;

Considérant que le plan d'épandage susvisé permet de respecter les périodes d'interdiction d'épandage établies par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 susvisé ;

Considérant que l'ensemble des observations exprimées au cours de la procédure réglementaire ne mettent pas en évidence de dispositions d'ordre réglementaire ou d'intérêt général susceptibles de s'opposer à modification du plan d'épandage d'épandage des effluents générés par l'activité de la SAS BRIDOR ;

Considérant que, dans ces conditions, il y a lieu de mettre à jour les dispositions relatives à l'épandage imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 28428 susvisé ;

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental d'Hygiène de se prononcer sur le projet d'arrêté complémentaire ci-joint qui renferme les prescriptions régissant les conditions d'épandage des effluents de la société BRIDOR.

Ce projet tient compte des observations du pétitionnaire à l'exception de sa demande de retirer les prescriptions relatives aux analyses bactériologiques des sols du périmètre, celles-ci répondant à l'une des recommandations du commissaire-enquêteur.

L'Inspecteur des Installations Classées,



